

Chers collègues,

Je suis devenu secrétaire général en janvier de cette année, et je mesure toute la relativité de ses 9 mois écoulés à la tête du SEJS, à la fois l'étendue de ce qui a été accompli depuis lors (mais beaucoup avait été initié avant mon arrivée bien entendu) et l'immensité de ce qu'il reste à faire.

Churchill disait "Un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité ; un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté."

Je suis pour ma part un optimiste raisonnable (ou un pessimiste raisonné pourrait-on dire) en matière syndicale : dans la période actuelle je crois qu'il y a beaucoup de difficultés, mais elles offrent aussi beaucoup d'opportunités, qui peuvent se révéler à double visage...

Tel est le cas du SNU, qui nous permet de repeupler les services, qui nous permet d'avoir des interlocuteurs empressés dans les cabinets ministériels, au point même qu'il nous a semblé à plusieurs reprises que le cabinet jeunesse était soulagé de rencontrer ceux qui depuis le départ mettent en œuvre concrètement et de façon éducative les "fantasmagories de jeunesse engagée en uniforme", le SNU, qui nous permettra peut-être aussi incidemment de faire avancer nos revendications statutaires, mais qui, évidemment je ne vous apprends rien, embolise les services, épuise les collègues, est porteur de risques énormes en terme de responsabilité civile et pénale et pourrait *in fine* se révéler encore plus désastreux que tout ce que nous avons imaginé depuis 3 ans, malgré les renforts humains annoncés dans le projet de loi de finances.

Double visage, vous pensez bien sûr au dieu romain Janus... dieu des commencements et des fins, des choix, du passage et des portes. Il est représenté la plupart du temps avec une face tournée vers le passé, l'autre sur l'avenir.

Vous aurez saisi l'analogie avec l'administration de l'Éducation Nationale : "maison mère" dont nous étions partis dans les années 60, notre arrivée/retour nous a permis de sauver ce qui pouvait l'être en termes de missions, d'arrêter l'hémorragie des effectifs due aux ministères sociaux qui nous ont bien littéralement saignés, donc cela a permis de repeupler les services (*que pesons-nous en effet, moins de 5000 personnes sur 1 million?*), elle a permis pour les IJS d'abord d'inverser la tendance mortifère engagée - nous sommes aujourd'hui 326 IJS alors que nous étions passés sous la barre des 300 - de revaloriser le corps de l'inspection, par ex au niveau indemnitaire en département, de faire reconnaître l'importance de nos missions, notamment par la création de 96 emplois de conseillers DASEN et de 13 DRAJES, enfin elle a permis que l'éducation populaire et le sport soient considérées - au moins en théorie - comme tout aussi éducatifs que les apprentissages scolaires.

Cependant, l'autre face de notre arrivée, vous la connaissez : les risques pour l'avenir sont nombreux : dilution de nos missions traditionnelles dans les injonctions paradoxales de faire "complément du scolaire" le terme ancien d'"association complémentaire de l'école" étant en lui-même révélateur de cet état d'esprit, perte possible de la spécificité de Jeunesse et Sports, "cette cerise sur le gâteau de l'interministériel" comme l'appelait une ancienne collègue, mais aussi : concurrence des autres corps d'encadrement du scolaire, perte de sens parfois dans la lourdeur de l'institution et donc son temps long et son inertie, et bien sûr irritants logistiques et administratifs incessants, consubstantiels à la gestion déconcentrée et autocratique où les véritables détenteurs du pouvoir sont bien ceux, comme toujours, qui ont les cordons de la bourse.

Nous revenons de loin car nous étions perdus à la cohésion sociale, le transfert à l'Éducation nationale fait sens sur le papier quant à la continuité éducative, mais si l'Éducation nationale a la volonté louable de repeupler des services "à l'os" avec une augmentation sensible du nombre de postes ouverts aux concours, la situation reste grave. Services et personnels restent sous assistance respiratoire. Afin de remédier à cette situation, il convient de retenir trois axes de travail :

Premier axe, l'adéquation missions moyens. Les DNO portent des ambitions fortes, ambitions que nous partageons en partie, mais ambitions démesurées rapportées aux moyens et aux effectifs JS. Cela explique la charge de travail écrasante qui pèse sur les agents, singulièrement les IJS. C'est pourquoi nous demandons une énergique politique de recrutement et une priorisation des missions, mais une priorisation qui ne se fasse pas au détriment des missions qui relèvent de notre cœur de métier ;

Deuxième axe de travail, le respect de l'identité de JS et des compétences métiers de ses agents. Une acculturation réussie est une acculturation respectueuse de cette identité et de ces compétences. Le SNU ne doit pas vampiriser les services, comme cela est trop souvent le cas, les politiques publiques JS étant mises entre parenthèses pendant l'organisation des séjours de cohésion. Le SNU a été rendu possible par l'expertise des services JS. Mais il n'est pas possible de continuer en l'état et toute montée en charge doit nécessairement induire un changement de paradigme et de méthode. Nous protégerons les collègues et les services par tout moyen. Par ailleurs, alors que sont créés des emplois fonctionnels de conseillers DASEN, chefs de SDJES, il importe, dans une optique de bonne administration, que ces emplois soient pourvus par des responsables disposant des compétences nécessaires pour décliner les politiques publiques JS sur leur département. Nous avons obtenu que ce soient prioritairement des IJS qui soient affectés sur ces postes, quitte à attendre qu'ils aient les conditions statutaires : cette mesure catégorielle montre que la direction de l'encadrement a compris deux choses : les IJS, experts des politiques territoriales et du travail partenarial, sont les meilleurs pour occuper ces postes et surtout ils ont fait " le boulot" et de façon remarquable, au vu du bricolage permanent de communicant qui nous sert d'orientation au niveau central.

Troisième axe de travail, l'attractivité du corps des IJS, attractivité mise à mal en matière de recrutement (28 postes ouverts au concours d'IJS en 2023 mais seulement 20 lauréats) et en matière de fidélisation. La dureté des conditions de travail, le manque de perspectives professionnelles et l'insuffisance des rémunérations induisent en effet un découragement prégnant, et pour certains des envies de fuite du corps. Les personnels JS ont en effet le sentiment d'être des fonctionnaires de seconde zone, notamment les IJS d'être des inspecteurs au rabais par rapport à nos collègues IEN et IA IPR. Je tiens d'ailleurs à remercier le SNIA IPR et le SIEN de soutenir nos revendications en faveur d'une égalité de traitement. C'est pourquoi, le chantier corpo de la convergence statutaire et indiciaire qui est le mandat phare de ce BN, accepté par les cabinets sous la pression du SEJS, est la mère des batailles. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'être décrochés des autres corps de cadres supérieurs, nous ne pouvons nous satisfaire avoir une grille indiciaire moins bonne que les corps encadrés ; nous ne pouvons nous satisfaire d'avoir 3 goulets d'étranglement dans la carrière, avec des collègues restés au premier grade toute leur carrière, et des collègues bloqués dans le deuxième grade, qui ne passeront jamais en classe exceptionnelle, sans pour autant avoir démérité. Cependant, ce chantier urgent de convergence, qui n'est que justice, malgré beaucoup de promesses, est actuellement quasiment à l'arrêt du fait d'un blocage de la

DGAFP pour des motifs infondés. Cela génère de notre part incompréhension, mais aussi plus que jamais renforce notre volonté syndicale de poursuivre le combat.

Comme le disait encore Winston Churchill,
"Le succès consiste à aller d'échec en échec sans perdre son enthousiasme." Sous-entendu jusqu'à la réussite.

Vous l'avez compris, tous ces axes ne sont pas exclusifs les uns des autres. Ils se conjuguent, une revalorisation indiciaire et statutaire ayant un impact sur le recrutement par exemple et sur la fidélisation et donc les conditions de travail. Le SEJS travaille énergiquement sur tous ces sujets, seul mais parfois aussi avec la fédération.

Vous avez aussi compris, au vu de mes citations de la Seconde Guerre mondiale que je considère que nous sommes dans une longue bataille, elle est rude car elle se livre à mots feutrés, nos interlocuteurs nous parlant avec cordialité, voire un certain respect, mais avec une logique sous-jacente, diviser pour mieux régner.

Je vais en effet vous parler dans cette dernière partie d'unité, car c'est au moment où la bataille indiciaire se fait rude et où l'on voit des avancées pour certains d'entre nous qu'il faut resserrer les rangs. Rappelons que les IJS sont un corps atypique : généralistes et multi casquettes, nos compétences sont recherchées en interministériel et 35 % d'entre nous sont détachés dans d'autres administrations ou placés auprès de structures fédérales ou associatives, beaucoup de jeunes collègues recrutés dans les 10 dernières années en faisant d'ailleurs partie. Mais nous sommes aussi un corps vieillissant, avec de nombreux départs à la retraite prévus dans les 5 prochaines années.

Cependant, dans le contexte actuel, parce que les collègues pressentent la nécessité de l'action collective syndicale avec une ligne claire, nous avons toujours un taux de presque 50% de syndicalisation, dont aussi des jeunes collègues. C'est évidemment l'avenir que nous devons construire, avec eux certes, mais aussi avec toutes et tous, pour toutes et tous, où que nous soyons affectés et où que nos pas nous mènent par la suite.

Ce serait une grave erreur, comme ce fut parfois le cas par le passé, de considérer qu'il y a des "inspecteurs de base" et les "élus méritants" occupants des emplois fonctionnels. Nous serons très vigilants sur ce point : nous sommes tous des cadres supérieurs, nous avons tous un travail difficile, nous avons pour l'immense majorité occupé plusieurs postes ou fonctions d'encadrement, dans un contexte très difficile depuis 2007, avec une exigence extrême de nos gouvernants envers les fonctionnaires, tout en les méprisant plus ou moins (*ce qui hélas n'est pas aussi contradictoire qu'il y paraît*).

Nous devons donc encore et toujours, dans ce moment historique où un schisme récurrent peut se créer - et qui traverse tous les corps à responsabilité, chacun étant libre de choisir sa carrière -, nous devons travailler sur notre identité commune, sur le cœur de métier, sur ce qui nous rassemble et nous rend forts, sur ce qui fait sens pour nous, non sur nos divisions.

Le SEJS est là aussi pour cela ; c'est le sens de l'article 6 de ses statuts.

Au cœur de cette mission de rassemblement et d'entraide, quelqu'un accomplit un travail titanesque à mes côtés en tant que SGA et permanent, un collègue se bat jour et nuit pourrait-on malheureusement dire pour faire avancer nos revendications collectives, vous l'avez reconnu, il s'agit de Philippe BAYLAC, sans lui rien ne serait fait, sans lui rien ne serait

possible ; il est le gardien du temple, dans des conditions difficiles au vu notamment de la multiplication des sollicitations : individuelles, institutionnelles, syndicales et inter-syndicales. Une partie de ce travail est un travail de l'ombre, de soutien aux collègues en difficulté. A la lumière de cette année je plaide pour mettre en place un meilleur partage des tâches à ce niveau entre membre du BN et entre RP, comme mes prédécesseurs l'ont fait avant moi, comme Isabelle BÉCU-SALAÜN et Damien KLEINMANN l'ont rappelé dans leurs rapports moraux, que j'ai relus.

En effet, et cela fait la force de notre syndicat, notre action réformatrice s'inscrit dans une continuité historique, et mes prestigieux prédécesseurs sont pour moi des exemples. Je tenais particulièrement à remercier Damien et Isabelle, pour leur pugnacité, leur engagement sans faille, leur rigueur sémantique, leur souci de prendre en compte toutes les situations.

J'ai succédé à Damien en janvier, je tenais à le remercier chaleureusement pour avoir tenu le cap dans la tempête de notre arrivée à l'Éducation nationale, et avoir permis une transition sereine, ainsi que des statuts retravaillés, plus démocratiques aujourd'hui, grâce à lui, rappeler aussi son sens de l'unité du corps et de l'intérêt général, enfin son dévouement pour les IJS ; qu'il en soit remercié ici.

Pour Isabelle, qui se dirige vers une retraite bien méritée, je tenais à exprimer mon admiration et mon estime, la remercier pour toute l'action engagée tout au long de sa carrière. Je me souviens qu'elle était permanente du SNIJSL lorsque nous l'avons rencontrée Philippe et moi à Mâcon en 2003, elle nous a présenté l'action syndicale avec sa conviction profonde, et nous sommes toujours là aujourd'hui, elle a réussi à transmettre la flamme, elle a toujours été dans la transmission des valeurs et des idées, c'est une immense qualité et je dirais très éducative. En tant que SG, elle a fusionné, avec d'autres, les deux corps d'IPJS et d'IJS en 2005, elle été de tous les combats pour défendre les IJS, et si nous sommes là aujourd'hui, repositionnés et encore vivants professionnellement sur le champ de la jeunesse et des sports, c'est aussi grâce à son action constante.

Pour conclure avec ses mots à elle de 2019, pour son dernier congrès en présentiel en tant que SG, où elle évoquait l'avenir, " je vous redis une nouvelle fois que nous avons besoin d'être non seulement soutenus mais de participations actives chacun à votre niveau : agissez encore et toujours, forts de nos convictions partagées, n'ayez pas peur, le pire n'est jamais sûr. "

Et après Isabelle BÉCU SALAÜN, je cite John Fitzgerald KENNEDY, et cela sonne de la même façon, dans l'esprit qui nous anime au SEJS :

"Ne négocions jamais avec nos peurs. Mais n'ayons jamais peur de négocier."

Je vous remercie

Sébastien DARTAI
Secrétaire général